

Brochure n° 3187

**Convention collective nationale**

IDCC : 1423. – **NAVIGATION DE PLAISANCE**  
**(Entreprises)**

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2009

**Arrêté du 8 octobre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective nationale de la navigation de plaisance  
(n° 1423)**

NOR : MTST0923452A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du  
9 octobre 2008, portant extension de la convention collective nationale de la  
navigation de plaisance du 31 mars 1979, mise à jour en avril 1986, et de  
textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 39 du 10 juin 2009, relatif aux rémunérations minimales,  
à l'annexe VI de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 août 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 2 octo-  
bre 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de  
la navigation de plaisance du 31 mars 1979, mise à jour en avril 1986, tel

que défini à l'article G1 de ladite convention et à l'exclusion des termes se livrant principalement à la fabrication de bateaux en métal, les dispositions de l'avenant n° 39 du 10 juin 2009, relatif aux rémunérations minimales, à l'annexe VI de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que les négociations annuelle sur les salaires et quinquennale sur les classifications visent également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 octobre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBRELLE

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/29, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.